



Nombre de Délégués :

présents : 13

votants : 13

DATE DE CONVOCATION
15 JANVIER 2018

AFFICHAGE COMPTE RENDU
25 JANVIER 2018

Séance du 22 janvier 2018

Le SYNDICAT MIXTE DU PARC D'ACTIVITÉS MULTI SITES DE LA VALLEE DE LA BRECHE légalement convoqué en assemblée au lieu ordinaire des séances en application des articles L2121 -L 5211 et L 5711 1 et suivants du Code des Collectivités Territoriales.

Présents :

Membres titulaires

M. Boucher, M. Delion, M. Dietrich, M. Hercelin, M. Piccoli, M. Qureshi, M. Roberti, M. Euverte.

Membres suppléants :

M. Dubois, Me Dubuisson, M. Chevet, M. Peckstadt, M. Prat.

Absents excusés :

Membres titulaires :

M. Montés, M. Dardenne, M. Delahoche, M. Ferreira, M. Lleres, M. Villemain, M. Kordjani, M. Massein.

Membres suppléants :

Me Gaucher, Me Gourbesville, M. Moreno, M. Persant, Me Lambre, M. Akabli, M. Assamti, Me Boquet, M. Chouaoui, M. Allouache, Me Bouharb.

Secrétaire de séance : Monsieur Hercelin

- 6 FEV. 2018

60300 SENLIS

1. « ZAC du Marais » et son barreau routier : demande de déclaration d'utilité publique, d'enquête parcellaire et de mise en compatibilité du PLU de Mogneville

Le syndicat mixte du Parc d'activités multi-sites de la Vallée de la Brèche (SMVB) souhaite développer une zone d'activités économiques sur le territoire de Mogneville.

Par délibération du 10 février 2015, le conseil syndical a fixé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation pour le projet de ZAC.

Par délibération du 7 avril 2017, le conseil syndical a approuvé le bilan de la concertation.

Par délibération du 4 juillet 2017, le conseil syndical a approuvé la synthèse de la participation du public concernant l'étude d'impact,

Par délibération du 4 juillet 2017, le conseil syndical a approuvé le dossier de création de la ZAC des Marais de Mogneville.

L'emprise foncière envisagée pour la réalisation de l'opération n'étant, à ce jour, pas maîtrisée en totalité par le SMVB, il y a lieu d'engager une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique en cas de recours à la procédure d'expropriation pour ces acquisitions.

Le PLU de Mogneville en vigueur comporte une zone 1 AU qui était destinée à développer la ZAC. Les études environnementales ayant déterminé un fort impact du secteur retenu sur les zones humides, une démarche d'évitement a été mise en place, amenant à déplacer le périmètre de l'opération. L'emprise du projet se situe sur 4 secteurs du PLU en vigueur (zones A, N, U et AU).

Par délibération du 12 mai 2015, la Commune de Mogneville a lancé une procédure de révision de son PLU. Cette procédure est actuellement au stade d'élaboration du règlement. Afin de ne pas retarder le planning opérationnel de l'opération, la SMVB a souhaité mettre en œuvre une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

Monsieur le Président propose en conséquence :

- d'approuver le contenu du dossier d'enquête publique composé comme suit :
 - *notice explicative,*
 - *plan de situation,*
 - *plan général des travaux,*
 - *caractéristiques des ouvrages les plus importants,*
 - *appréciation sommaire des dépenses*
 - *étude d'impact*
 - *avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse,*
 - *synthèse de la participation du public.*
- d'approuver le contenu du dossier d'enquête parcellaire composé comme suit :
 - *Plan parcellaire,*
 - *Etat parcellaire,*
- d'approuver le dossier de mise en compatibilité du PLU de Mogneville.

Monsieur le Président propose également de demander à M. le Préfet de l'Oise de bien vouloir :

- procéder à l'ouverture de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et déclarer d'utilité publique au profit du SMVB les acquisitions de terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement.
- procéder à l'ouverture d'une enquête publique parcellaire concernant les parcelles non maîtrisées par le SMVB et de déclarer cessibles les propriétés ou parties de propriétés susvisées dont la cession est nécessaire.
- procéder à la mise en compatibilité du PLU de Mogneville.

Au vu de ces éléments et sur proposition du Président, le conseil syndical décide,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme

Vu le code de l'environnement,

Vu le schéma de cohérence territoriale du Grand Creillois approuvé le 26 mars 2013,

Vu le plan local d'urbanisme de Mogneville approuvé le 23 novembre 2004,

Vu la délibération du 12 mai 2015 de la Commune Mogneville prescrivant la révision de son PLU

Vu la délibération du 10 février 2015 définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

Vu la délibération du 7 avril 2017 tirant le bilan de la concertation du public,

Vu le dossier étude d'impact,

Vu l'avis sur l'étude d'impact émis le 10 novembre 2016 par l'autorité environnementale,

Vu la délibération du 4 juillet 2017 approuvant la synthèse de la participation du public concernant l'étude d'impact,

Vu la délibération du 4 juillet 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC,

Vu les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et d'enquête parcellaire,

Vu le dossier de Mise en Compatibilité du PLU de Mogneville

Article 1 : d'approuver les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, d'enquête parcellaire conformément aux dispositions de l'article R 112-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 2 : d'approuver le dossier de mise en compatibilité du PLU de Mogneville en vigueur, conformément à l'article R153-14 du code de l'urbanisme.

Article 3 : de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Oise :

- l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération avec mise en compatibilité du PLU de Mogneville,
- la déclaration d'utilité publique au profit du syndicat mixte du Parc d'activités multi sites de la vallée de la Brèche (SMVB) des acquisitions de terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

Article 4 : de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Oise :

- l'ouverture de l'enquête parcellaire concernant les parcelles non maîtrisées par le SMVB,
- la déclaration de cessibilité des propriétés ou parties de propriétés susvisées dont la cession est nécessaire.

Article 5 : d'autoriser le Président ou son représentant à signer toutes pièces ou documents afférents à cette procédure.

Article 6 : d'autoriser le Président à engager les procédures tant amiables que judiciaires nécessaires à la réalisation de cette opération.

Article 7 : Autorise Monsieur le Président à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération



Le Président,

Alain BOUCHER

